

Je tâchais de faire valoir à tous les députés qu'il faudrait laisser le député terminer son intervention. Nous avons du mal à nous comprendre à cause de tout ce bruit.

M. Beatty: A cause de l'esprit qui anime les échanges.

M. Lewis: Monsieur le Président, je regrette d'avoir réveillé le député d'en face, mais je crois que vous avez calmé ces esprits, monsieur le Président.

Je voudrais parler du système bancaire régional, de l'importance qu'il revêt pour l'ensemble du pays. Dans les années 1970, les partis libéral et conservateur ont favorisé l'expansion du système bancaire en général pour donner aux banques régionales l'occasion de se développer. Il est de notoriété publique que les socialistes nationaliseraient les banques, mais il reste au moins les deux partis les plus forts au pays qui veulent donner cette occasion aux banques régionales. C'est ce que nous avons fait et elles ont investi dans l'Ouest. Elles ont injecté des fonds dans l'exploitation énergétique et tous les secteurs qui en dépendent malgré les problèmes auxquels elles devaient faire face.

M. Rodriguez: Comment pouvez-vous affirmer pareille chose sans broncher?

M. Lewis: Ces banques, une fois en place, ont attiré les dépôts des municipalités, des collèges, des universités et des caisses de retraite. Or, en soutenant les banques régionales, donc en remboursant leurs déposants, nous maintenons la politique d'expansion du système bancaire régional. Il est absolument honteux que des députés néo-démocrates—et je comprends que dans l'Ouest les libéraux ne sont pas très nombreux—osent prétendre représenter l'Ouest.

M. Gauthier: Il y a un bon nombre de libéraux dans l'Ouest.

M. Lewis: C'est une honte que les députés néo-démocrates soient contre le système bancaire régional et veuillent le faire disparaître.

M. Orlikow: Nous sommes pour un système bancaire honnête.

M. Cassidy: Vous ne renflouerez pas des agriculteurs!

M. Lewis: Monsieur le Président, le député d'Ottawa-Centre (M. Cassidy) ne reconnaîtrait pas un agriculteur s'il en voyait un.

M. Cassidy: J'en ai dans ma circonscription.

M. Lewis: Les agriculteurs se moqueraient du député d'Ottawa-Centre. Ils l'ont fait lorsqu'il était chef du Nouveau parti démocratique en Ontario. Il a été la risée de l'assemblée législative de l'Ontario et il ne lui faudra pas longtemps avant que la même chose se produise ici.

Des voix: Bravo!

M. Rodriguez: C'est de vous qu'on se moque en ce moment.

M. Lewis: Ce qui importe dans tout cela, c'est qu'en tant que gouvernement fédéral, nous avons appuyé, dans le passé, le transfert de milliards de dollars aux provinces de l'Atlantique, car nous jugions qu'il fallait donner plus de vigueur à toutes les régions du pays. Nous avons investi un milliard de dollars dans

le secteur aéronautique au Québec, afin de lui venir en aide. Nous avons accordé notre aide aux banques de l'Est en refinançant la dette de la société Dome Petroleum. Nous avons construit la voie maritime du Saint-Laurent. Au Canada, nous sommes partisans de la régionalisation et nous jugeons qu'on doit aider les régions qui en ont le plus besoin. Je suis désolé que le Nouveau parti démocratique ne partage pas ce point de vue.

Des voix: Oh, oh!

M. Lewis: Il est regrettable que le NDP, qui est pourtant bien représenté dans l'Ouest, en Saskatchewan . . .

M. Rodriguez: De qui est ce projet de loi?

M. Lewis: . . . et au Manitoba, ne soit pas en faveur des banques régionales.

M. Rodriguez: C'est vous qui avez fermé les banques.

M. Lewis: Je constate que très peu de ces députés sont à la Chambre aujourd'hui. Mes collègues de l'opposition devraient peut-être leur demander ce qu'ils pensent des cinq grandes banques. Les députés devraient peut-être demander à leurs collègues qui sont absents aujourd'hui . . .

M. Rodriguez: Demandez-le à Barbara, c'est vous autres qui avez fermé les banques.

M. Lewis: . . . ce qu'ils pensent des cinq grandes banques et jusqu'à quel point ils sont prêts à les appuyer.

En terminant, je tiens à dire que nos institutions bancaires sont solides et stables. Nous voulons rembourser les déposants pour montrer que nous avons confiance dans notre régime bancaire. Les néo-démocrates et les libéraux s'opposent au remboursement des dépôts des hôpitaux, des municipalités . . .

M. Gauthier: Des dépôts non assurés.

M. Lewis: . . . des caisses de retraite et des universités. Les députés de l'opposition devraient demander aux universités . . .

M. Gauthier: Vous cherchez à étouffer l'affaire et c'est à cela que nous nous opposons.

M. Lewis: . . . ce qu'elles pensent du délai. Plus l'on tarde à adopter le projet de loi moins les hôpitaux et les caisses de retraite touchent d'intérêt.

M. Gauthier: Identifiez-les.

M. Rodriguez: De qui s'agit-il?

M. Lewis: Les députés de l'opposition sont libres d'avoir cela sur la conscience et de dire lors de leur prochaine campagne électorale: «Oui, j'ai bloqué l'adoption du projet de loi parce que je ne voulais pas que vous touchiez vos intérêts». Si c'est ce qu'ils veulent faire, je ne vais pas les en empêcher. Je constate que les députés de l'Ouest ne font pas ce genre de discours. Ils préfèrent laisser cette tâche à leurs collègues de l'Ontario. Où sont les députés de l'Ouest? Que les députés de l'opposition me disent où sont leurs collègues de l'Ouest. Pourquoi ne sont-ils pas à la Chambre? La façon dont leurs collègues de l'Ontario les traitent les met mal à l'aise.